

vorisés. Il s'agit là d'un geste excessivement heureux qui va certainement permettre à beaucoup de gens de vivre un peu plus confortablement qu'actuellement.

Ce principe a été étudié, rodé et analysé par plusieurs experts qui en sont arrivés à conclure à la sélectivité plutôt qu'à l'universalité. C'est simple: au Canada, 70 p. 100 de la population touche un salaire inférieur à \$10,000 par année. Évidemment, il fallait redistribuer l'argent d'une meilleure façon, afin de hausser leur niveau de vie, et afin de sortir ces gens de la misère dans laquelle ils s'étaient enlisés depuis quelques années.

Il faut aussi dire que le principe de sélectivité a été accepté au lieu de celui de l'universalité, parce que 20 p. 100 de la population ne gagne que \$4,500 par année ou moins et que 640,000 familles canadiennes, sur 3 millions sont composées d'enfants âgés de moins de 16 ans. Ceci représente le versement d'allocations à 1,560,000 bénéficiaires qui recevront, jusqu'à un certain point, des allocations familiales, ce qui représente 50 p. 100 des 3 millions de familles canadiennes.

Il va sans dire qu'il s'agit d'une redistribution très heureuse et d'une formule des années 70 auquel aucun gouvernement ne peut s'opposer.

• (8.50 p.m.)

Monsieur l'Orateur, on attribue souvent au gouvernement fédéral des péchés dont il n'est pas coupable, mais dont on pourrait fort bien accuser les provinces, surtout en matière de sécurité sociale, que relève de leur compétence, selon la Constitution.

Mais n'eût été du gouvernement fédéral, je me demande ou nous en serions, aujourd'hui, avec nos mesures de sécurité sociale. C'est toujours le gouvernement fédéral qui, soucieux du bien-être des citoyens, a mis de l'avant ces programmes.

Et aujourd'hui, je me demande un peu, surtout en ce qui a trait à l'assistance sociale, où le gouvernement fournit aux provinces 50 p. 100 de ce qu'elles doivent verser aux assistés sociaux, si nous n'aurions pas moins de péchés sur le dos si l'administration de la sécurité sociale était régie par le gouvernement fédéral plutôt que par les provinces.

On n'a pas besoin de chiffres. Il suffit de se promener dans les rues d'Ottawa et de Hull pour constater que les assistés sociaux ne savent même pas que le gouvernement fédéral paie 50 p. 100 des derniers qui leur sont distribués, et que c'est la mauvaise administration de certaines provinces qui empêche ces assistés sociaux de vivre convenablement.

Au cours des conférences fédérales-provinciales, on a suggéré que ces attributions devraient être rendues aux provinces. Peut-être, mais il faudrait se garder de se fourvoyer et de faire en sorte que les programmes provinciaux poursuivent le même but que les programmes fédéraux.

Les programmes fédéraux, généralement, suivent l'individu partout où il va. On n'a pas besoin de se raconter «des peurs» pour savoir ce que sont les programmes provinciaux. Lorsqu'il s'agit, par exemple, des programmes d'assurance-santé, qui sont en vigueur dans les provinces, si un bénéficiaire s'absente de sa province pour trois mois, il est «couvert» pour trois mois par l'autre province, mais s'il s'écoule plus de trois mois, il se retrouve à payer des taxes. S'il tombe malade et s'il n'y a personne pour s'occuper de lui, aucun hôpital ne pourra s'en occuper. Il recevra des comptes extraordinairement

[M. Isabelle.]

élevés, parce qu'il ne sera plus «couvert».

Les programmes fédéraux «suivent» l'individu, tandis que les programmes provinciaux meurent avec le temps qui est attribué à chacune des provinces.

Il est vrai que les défavorisés, au Canada, sont malheureux et qu'il faudrait faire plus pour eux, mais il est faux de dire qu'il faudrait donner \$150 à tous les gens âgés de 65 ans, ou plus. Ce ne serait qu'un cataplasme.

On a aussi parlé du revenu annuel garanti. Ce serait probablement la solution idéale, mais on ne vit pas dans une société idéale. Loin de là! Il s'agit d'entendre discuter les députés de l'opposition pour savoir que nous sommes loin de parvenir à une société idéale.

Voilà des méthodes de «cataplasme» qui font peut-être les manchettes de la presse mais qui, en pratique, ne valent absolument rien, car c'est encore les citoyens canadiens que nous devons taxer davantage, afin de renflouer le Trésor et de pouvoir redistribuer cet argent à ceux qui en ont besoin. Mais le prélèvement des impôts doit s'arrêter quelque part. Or, justement, avec sa politique intelligente, le gouvernement a voulu, à même l'assiette fiscale, faire une meilleure redistribution.

Je ne crois pas que ce soit en nous chicanant et en nous lançant des injures que nous allons accomplir quoi que ce soit. J'ai toujours cru que la discussion franche et sincère, et non pas des histoires comme celles du Dr. Jekyll et M. Hyde, peut donner des résultats tangibles. Je ne vois pas à quoi cela peut servir de dire, surtout à des gens qui occupent de hauts postes dans le gouvernement, qu'ils ont manqué à leur serment, et les accuser en outre d'une foule d'autres fautes.

Je voudrais qu'on comprenne bien que personne n'est parfait, et encore moins les gouvernements, car ils sont composés d'hommes. Mais on ne peut pas dire que les gouvernements ont sciemment manqué à leur devoir. Ils font leur possible avec les moyens mis à leur disposition.

Je n'ai pas besoin de chercher bien longtemps des exemples. On a eu, il n'y a pas tellement longtemps, un gouvernement qui n'était pas libéral, détenant une majorité très considérable à la Chambre, et il s'est fait défaire quatre ou cinq ans plus tard. Comment expliquer cela? Est-ce qu'il y avait trop d'intelligence en même temps ou si le tableau de bord portait un voltage tellement élevé qu'il a sauté? Probablement! Est-ce l'orgueil des individus qui convoitaient le même poste? Peut-être. De toute façon, il n'y a pas d'hommes parfaits; il n'y a que des hommes ambitieux, surtout en politique. Au fait, on dirait que tout le monde ici est né pour devenir premier ministre.

Je pense bien que nous avons un premier ministre extrêmement intelligent, extrêmement doué, et je ne dis pas cela pour le vanter, car tout le monde le dit au pays, y compris la presse. Il fait son possible, mais il est humain, comme l'est également son cabinet.

Le gouvernement fédéral constitue la meilleure organisation gouvernementale dans tout le Canada.

Mes honorables amis diront peut-être qu'on fait une carrière de la politique. On ne fait pas une carrière de la politique, on ne devient pas politicien; on devient peut-être «politicailler» et l'on utilise alors certains arguments qu'on a entendus de l'autre côté de la Chambre.

On devient «politicailler», parce qu'on prétend faire une profession de la politique. Il existe des politiciens sincères, mais qui passent un peu comme les saisons. Celui qui a fait de la politique une profession a perdu la cote